
Brèves économiques et financières

Semaines du 18 au 24 octobre 2019

Résumé :

- La réforme des retraites a été définitivement adoptée par le Sénat et sera promulguée par le Président brésilien le 19 novembre
- Le déficit courant s'accroît en septembre, particulièrement touché par la détérioration de la balance commerciale
- Le gouvernement précise son plan de baisse des taxes d'importations pour les 4 prochaines années
- Le Brésil recule de 8 places au classement *Doing Business* de la Banque Mondiale, pour se classer 124ème sur 190 pays
- Evolution des marchés du 18 au 24 octobre 2019

La réforme des retraites a été définitivement adoptée par le Sénat et sera promulguée par le Président brésilien le 19 novembre

La proposition de réforme du système de Sécurité Sociale, comprenant en grande partie celle du système de retraites, nommée PEC6, a été formellement présentée le 20 février par le gouvernement de J. Bolsonaro aux chambres législatives. Avec des amendements elle a été votée par la Chambre des députés en deuxième lecture (370 voix contre 124) en août 2019, puis a été **approuvée par le Sénat en deuxième lecture le 22 octobre** (60 voix contre 19). **La PEC6 doit être promulguée par le président J. Bolsonaro le 19 novembre.**

Cette nouvelle a eu pour conséquence une hausse de l'indice boursier Ibovespa qui atteint son plus haut niveau historique ainsi qu'une appréciation du BRL vis-à-vis du dollar et de l'euro.

Le volet consacré au régime des retraites des militaires, qui suit un processus à part, a été approuvé en première lecture le 23 octobre à la Chambre basse. Après votations de quelques amendements, il passera en commission spéciale au Sénat au début de novembre.

Le texte base de la réforme durcit particulièrement les conditions des travailleurs cotisant au régime public (RPPS), pour les faire converger, après une période de transition, avec celles du régime général du secteur privé (RGPS). Parmi les **principaux points approuvés** il est à noter :

- **Instauration d'un âge minimum strict de départ à la retraite** de 65 pour les hommes et 62 ans pour les femmes pour les deux types de régimes ;
- **Les taux de cotisation à la retraite deviennent plus progressifs** avec l'accroissement du nombre de tranches de revenus servant de base de calcul, et augmentent notablement dans le secteur public ;
- **Les prestations tendent à baisser**, car elles seront calculées sur la moyenne de 100% des salaires perçus durant la vie active (actuellement, la base de calcul de cette moyenne n'inclut que le 80% des salaires plus élevés perçus par le cotisant) ;
- **La réforme prévoit des dés-incitations et des limites au cumul de pension et salaire**, et durcit l'accès des personnes âgées à très faible revenu aux prestations sociales.

Alors que sur le texte de base l'équipe économique tablait sur une économie cumulée de 1200 Mds R\$, **après les amendements votés par les chambres, l'économie estimée sur les dix prochaines années est de 800 Mds R\$ (12% du PIB de 2018).** Parmi les **principaux amendements/rejets** :

- **La chambre basse a rejeté le volet capitalisation** et abaissé l'âge minimum pour les policiers (faisant passer les économies estimées à 933 Mds R\$)

- **Le Sénat a pallié le durcissement des prestations de l'Abono salarial**¹ qui était prévu dans le texte initial et laissé les pensions de décès indexées sur le salaire minimum (faisant passer les économies à 800 Mds R\$).

Le déficit courant s'accroît en septembre, particulièrement touché par la détérioration de la balance commerciale

D'après la Banque Centrale Brésilienne (BCB), le Brésil a enregistré un déficit de ses transactions courantes de -3,4 Mds USD au mois de septembre, soit un résultat bien inférieur à septembre 2018 (-0,2 Mds USD). En conséquence, le déficit des douze derniers mois connaît une détérioration par rapport à l'année précédente, à 2,51% du PIB (contre 1,33% du PIB l'an passé).

Cette nouvelle hausse du déficit des transactions courantes est à mettre à l'actif de la détérioration de la balance commerciale (-25% par rapport aux 9 premiers mois de l'année 2018), affectée par la crise argentine qui a réduit les exportations manufacturières (notamment automobile) et en général le ralentissement du commerce mondial. Les revenus primaires sont également en baisse par rapport à l'an dernier (-25%), en raison de la hausse des rapatriements de bénéfices et dividendes des filiales étrangères implantées au Brésil.

Les besoins de financement extérieur sont toujours largement couverts par les flux des entrées brutes d'IDE. Si ces derniers sont en baisse sur les neuf premiers mois par rapport à l'année précédente, passant de 54,0 Mds USD en 2018 à 47,5 Mds USD cette année, ils restent largement supérieurs au déficit des transactions courantes (34,1 Mds USD).

Les réserves de change restent très élevées, à 376 Mds USD, couvrant plus de la moitié de la dette externe brute. La dette externe est toujours relativement faible, à 36% du PIB, permettant au Brésil d'être robuste face aux chocs externes.

Le gouvernement précise son plan de baisse des taxes d'importations pour les 4 prochaines années

Annoncé lors de la campagne électorale, l'ouverture commerciale du Brésil reste un objectif important du gouvernement de J. Bolsonaro. Dans le détail, l'exécutif souhaite faire baisser graduellement les taxes à l'importation sur les produits de 11,4% à 5,5% (en moyenne selon les produits) en 4 ans. Le Brésil aurait ainsi un niveau de protectionnisme tarifaire comparable à celui des principales économies avancées.

Le gouvernement brésilien a commencé à dévoiler son plan par secteur. L'industrie verrait ses taxes à l'importation baisser de 13,6% à 6,4% en 4 ans, l'industrie agro-alimentaire de 12% à 9,9% et le secteur minier de 6,2% à 3,2%. Les taxes sur les produits agricoles ne devraient pas changer, et resteraient à 8,4%. Certains sous-secteurs pourraient être particulièrement impactés. C'est notamment le cas de l'automobile, dont les taxes à l'importation pourraient passer de 35% à 12%, ce qui aurait un impact non négligeable sur une industrie automobile déjà ébranlée par la crise argentine.

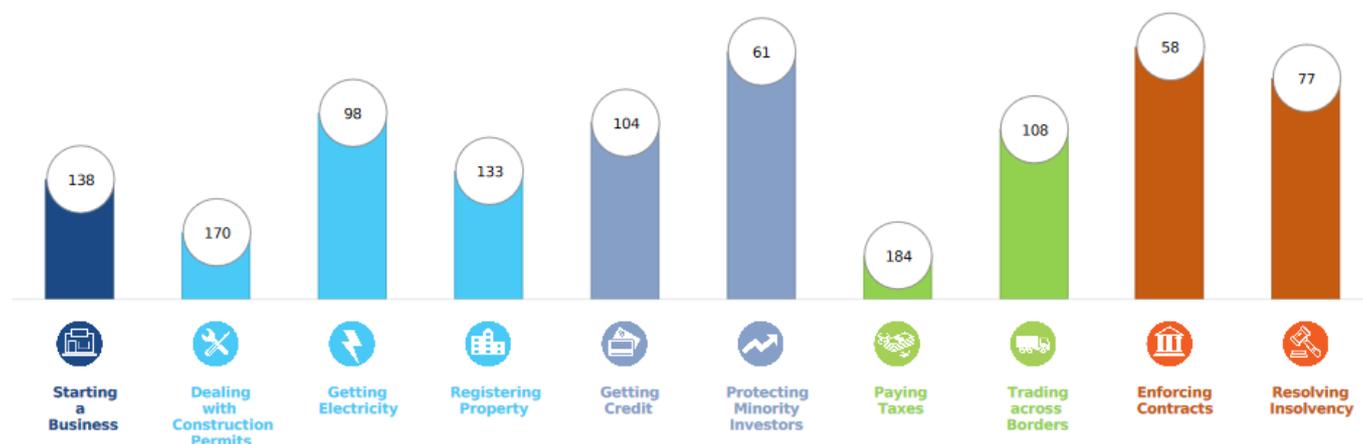
Le Brésil recule de 8 places au classement *Doing Business* de la Banque Mondiale, pour se classer 124^{ème} sur 190 pays

D'après le classement *Doing Business 2020* de la Banque Mondiale, le Brésil reste largement en retard par rapport à la moyenne des pays, et pointe à la 124^{ème} place sur 190 pays, très loin derrière le dernier pays de l'OCDE, la Grèce (79^{ème}). Surtout, le pays a perdu 8 places par rapport à l'année précédente malgré une légère amélioration de son score. Ce classement mesure les réglementations concernant 11 domaines du cycle de vie d'une entreprise.

¹ L'Abono salarial est une prime aux travailleurs gagnant moins de 2 salaires minimum (soit 1996 R\$). Le texte initial prévoyait de la restreindre à ceux gagnant jusqu'à 1364 R\$, permettant un gain de 76 Mds R\$ sur 10 ans d'après l'équipe économique. Une telle mesure aurait touché 13 millions de personnes, qui reçoivent cette prime de travail.

Les failles de l'économie brésilienne restent les mêmes : elle se classe 184^{ème} quant à la facilité au paiement des taxes et impôts, 170^{ème} sur les permis de conduire, 138^{ème} sur la création d'entreprise et 133^{ème} sur les transferts de propriété. Ces différents classements mettent en évidence ce qui est appelé le « coût Brésil », c'est-à-dire une bureaucratie exacerbée qui nuit à la productivité et à la capacité à investir ou créer une entreprise au Brésil. Par exemple, les entreprises du pays ont besoin de 1 958 h par an pour payer leurs impôts, faisant du Brésil, de très loin, le pays le moins efficace au monde dans ce domaine (la moyenne de l'OCDE est de 159 h).

Si les autorités brésiennes, et notamment le Secrétaire spéciale de la productivité, de l'emploi et de la compétitivité, Carlos Da Costa, se sont plaints du classement réalisé par la Banque Mondiale, les réformes voulues par le gouvernement, et notamment la réforme fiscale, pourraient améliorer la position brésilienne dans les prochaines années. Pour rappel, P. Guedes a annoncé vouloir réformer le modèle fiscale brésilien, avec notamment une simplification de l'impôt indirect.



Evolution des marchés du 18 au 24 octobre 2019

Indicateurs ²	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,9%	+21,3%	106 986
Risque-pays (EMBI+ Br)	-10pt	-39pt	237
Taux de change R\$/USD	-3,1%	+6,6%	4,04
Taux de change R\$/€	-3,0%	+4,4%	4,49

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Rédacteurs : Julio RAMOS-TALLADA-Conseiller Financier ; Vincent GUIET-adjoint.

² Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.